

# Du Rhin aux conflits hydrauliques du Moyen-Orient : quelles leçons tirer ?

**Ressources** Un groupe d'hommes politiques et de journalistes du Moyen-Orient ont été conviés en Suisse et en Allemagne, dans le cadre de l'initiative « Blue Peace », pour se familiariser avec les mécanismes de gestion commune des pays riverains du Rhin.

BERNE ET COBLENCE, de Suzanne BAAKLINI

Se promener aujourd'hui sur les bords du Rhin permet d'admirer une eau claire, des panoramas souvent magnifiques et une navigation dynamique. Le Rhin est de nouveau un fleuve vivant ayant retrouvé sa biodiversité, avec des taux de pollution réduits au minimum. Cela n'a pas toujours été le cas. Il y a quelques décennies seulement, le fleuve était pollué, son eau ne valant plus ni à la consommation ni même à la baignade. Il y a quelques décennies, les conflits entre les pays riverains se reflétaient sur cette artère qui traverse neuf pays européens et dessert plus de 40 millions d'êtres humains. Les ingrédients de cette réussite : la volonté politique des pays, un solide cadre de coopération en place depuis les années 60, des stations communes de surveillance depuis une fuite toxique catastrophique en Suisse dans les années 80...

C'est cette expérience que des politiciens et des journalistes du Liban, de Jordanie, d'Irak et de Turquie majoritairement ont été appelés à partager, lors d'une tournée qui les a pris de Berne en Suisse jusqu'à Coblenche en Allemagne, à l'initiative du « Strategic Foresight Group »,

basé en Inde, et de l'Agence suisse de développement et de coopération (SDC), dans le cadre du programme et réseau « Blue Peace » (voir encadré). Durant toutes les sessions et les visites de terrain qui ont jalonné cette tournée, une question se posait avec insistance : peut-on adapter l'expérience des pays du Rhin au tumultueux Moyen-Orient où l'eau est une cause majeure de conflits actuels et futurs ?

Pour mieux comprendre l'expérience des pays du Rhin, il faut savoir qu'elle est le fruit de 60 ans de collaboration entamée au lendemain de la folie meurtrière de la Seconde Guerre mondiale. Anne Schulte-Wülwer-Leidig, vice-secrétaire de la Commission internationale du Rhin, parle d'une confiance rebâtie lentement entre les pays depuis ce temps-là, avec cette conscience commune qui a débouché sur une volonté politique de protéger ce fleuve commun. Jusqu'à aujourd'hui, la collaboration ne se fait que par la seule voie des négociations, sans coercition ou pénalisation d'aucune sorte, a-t-elle répété. Dans la Commission : des représentants des pays membres, mais aussi d'ONG et de l'industrie chimique des régions, en qualité d'observateurs. Le financement provient des pays membres, et la répartition des

charges financières a également fait l'objet de négociations.

Mais le parcours n'a pas toujours été aussi lisse. Pour que la coopération politique (sur les quotas, la navigation...) se complète par une collaboration technique (sur la qualité de l'eau principalement), il a fallu un déclencheur plutôt dramatique. « Le terrible accident de Sandoz, à Bâle, en 1986, avait provoqué le déversement de 10 à 30 tonnes de pesticides dans le Rhin suite à l'incendie de l'un des dépôts d'une industrie chimique », raconte Mme Leidig. Toute vie fluviale avait été décimée sur toute la longueur du Rhin. Des réunions fréquentes entre les représentants des pays avaient permis de déboucher sur un plan dont l'objectif était de réduire de 50 à 70 % les substances toxiques dans le fleuve de 1986 jusqu'en 1995. Et pour la première fois, une station commune opérée par l'Allemagne et la Suisse (la France s'est désistée pour raisons financières) à Bâle a été installée pour surveiller les fuites et mettre les données en commun. La biodiversité a été restituée graduellement. Un plan d'action a été mis au point pour surveiller le niveau du fleuve et donner l'alarme.

Sur le terrain, effectivement, le Rhin demeure conti-

nuellement sous l'œil vigilant des techniciens. De la station de surveillance de la qualité de l'eau à Bâle, on peut aussi bien voir la Suisse que l'Allemagne et la France. C'est là que l'eau est collectée des trois rives et analysée. On y apprend que si la pollution a été drastiquement diminuée au cours des années, elle n'a pas complètement disparu. Des polluants comme le nitrate peuvent toujours être décelés, mais en des taux hautement surveillés. « Il n'y a rien aujourd'hui dans le Rhin qui constitue une menace pour la santé humaine », nous confirme un technicien.

Non loin de là, dans la station Rheinfelden, on surveille le niveau de l'eau grâce à des flotteurs et autres instruments. Il faut savoir que des inondations avaient provoqué l'évacuation de 200 000 personnes aux Pays-Bas en 1993 et 1995. Le plan anti-inondations est toujours en cours pour la période allant de 1998 à 2020, et coûtera au final 12,5 milliards d'euros.

« Une situation où tout le monde est gagnant »

Y a-t-il des chances que le modèle du Rhin influence les pays du Moyen-Orient ? Manfred Spreafico, ancien président de la Commission hydrologique du Rhin et un des représentants du gouvernement suisse à la tournée,

affirme à *L'Orient-Le Jour* que rien n'est impossible si l'on détient les bonnes clés. « La condition sine qua non pour faire avancer les choses est la volonté politique des pays d'aller de l'avant, dit-il. Sinon, il vaut mieux oublier l'affaire ou du moins la reporter à plus tard. Pour moi, le plus important est de parvenir à une situation où tout le monde est gagnant. Je vous donne un exemple concernant le Rhin : en Suisse, où ce fleuve trouve son origine, nous n'avons actuellement aucun problème à gérer nous-mêmes nos ressources, notre eau est propre. Pourquoi devrions-nous coopérer avec les autres pays ? Cependant, nous avons compris que cette coopération servait aussi nos intérêts, avec un pays comme l'Allemagne auquel nous lient des intérêts commerciaux par exemple. Nous sommes aptes à faire fonctionner nos barrages de manière à répondre également aux besoins de l'Allemagne. Nous nous retrouvons dans une situation où nous sommes tous deux gagnants. »

L'expert pense qu'un accord sur l'eau est déjà important en soi, mais que le processus visant à mettre en place un tel accord peut ouvrir la voie à des négociations politiques plus poussées. Il donne l'exemple du traité signé entre



Des panoramas pittoresques le long du Rhin. Ici à Bâle.

le Canada et les États-Unis sur le fleuve de Colombie. Ce fleuve causait des inondations permanentes en aval dans des villes américaines. « Ce pays a alors demandé au Canada de construire, à ses frais, des barrages afin de retenir l'eau durant la saison des inondations, poursuit-il. Le Canada a pu en profiter et produire de l'électricité et les États-Unis se sont épargnés les inondations. »

Comment un accord sur l'eau peut-il éloigner le spectre de la guerre quand l'eau est elle-même facteur de conflits ? « Quand les pays sont riverains d'un cours d'eau international ou du moins transfrontalier, ils n'ont d'autre choix que de chercher une solution qui leur soit adéquate, insiste M. Spreafico. Dans ces cas-là, la loi internationale n'est pas contraignante. Il n'y a d'autre solution que de renforcer la confiance entre les pays. Il faut convaincre les populations et les politiques du bienfait des négociations. Il est nécessaire aussi de se souvenir que le processus de coopération ne peut être envisagé à court terme. Autour du Rhin, il a duré cent ans et a progressé étape par étape. »

L'expert se dit convaincu que ce processus, quand il sera entamé, attirera inévitablement tous les riverains. « Quand l'ensemble des pays

seront sur la table, le pays récalcitrant, s'il y en a, comprendra qu'il est perdant dans l'affaire et voudra se joindre aux autres, estime-t-il. Il faut toujours commencer quelque part, et il est important de faire partie du processus dès le début afin de mieux négocier les clauses des accords. Les retardataires s'inséreront plus difficilement dans cette voie. »

« Au Liban, un problème de gouvernance locale »

Le Liban, lui, se trouve en plein cœur du débat sur l'eau. Plusieurs de ses hommes politiques – l'ancien ministre des Finances Mohammad Chatah, les députés Mohammad Kabbani (président de la commission de l'Énergie), Bassem el-Chabb et Jean Oghassabian – étaient présents à cette tournée. Pour Mohammad Chatah, qui fait aussi partie du Groupe de haut niveau de Blue Peace, le problème du Liban se situe plus au niveau de la gestion interne des ressources que des négociations régionales, aussi importantes soient-elles. Dans un entretien avec *L'Orient-Le Jour*, il soutient que la comparaison avec le bassin du Rhin permet de déceler deux différences essentielles avec les pays du Moyen-Orient, notamment le Liban. « D'une part, une organisation commune des pays riverains régit la coopération autour de ce bassin, dit-il. D'autre part, chacun de ces pays assure séparément une bonne gestion de ce dossier. Cette expérience nous apprend qu'il faut commencer par prendre conscience que l'eau et l'accès à l'eau sont un droit fondamental de l'homme. Dans le cas particulier du Liban, ce pays peut aspirer à l'autosuffisance, ce qui constitue une exception dans la région. »

Et c'est la raison pour laquelle l'ancien ministre déplore le gaspillage de l'eau dans son pays. « La mauvaise gestion des ressources y est flagrante, souligne-t-il. L'eau qui finit dans la mer pourrait avoir une valeur qui surpasse celle du pétrole. Et la pollution de l'eau rend sa qualité très mauvaise en certains endroits. »

Il pense que ces lacunes « sont dues à la régression de l'administration publique au Liban durant des décennies à tous les niveaux, autant politique, qu'administratif et technique ». « La coopération régionale est certainement très importante, notamment pour l'échange d'expertise, mais en ce qui concerne le Liban, l'amélioration de la prestation du secteur public est encore plus, estime-t-il. Les bassins transfrontaliers ne sont pas nombreux au Liban : l'Oronte, le seul fleuve qui prend sa source dans la Bekaa et arrive jusqu'en Turquie, et le Nahr el-Kébir qui est commun avec la Syrie. Toutefois, notre fleuve principal, le Litani, coule entièrement sur le territoire libanais. » Il souligne aussi que la crise syrienne et ses répercussions sur la région paralysent actuellement toute coordination dans ce domaine, mais estime que la question de la gestion de l'eau demeure urgente et ressurgira un jour ou l'autre.

Interrogé sur ses impressions concernant l'expérience de la coordination autour du Rhin, M. Chatah se dit admiratif « de cet exemple de sauvetage réussi d'un fleuve qui a retrouvé sa santé environnementale, ses populations de poissons et ses perspectives de navigation ». « Bien sûr, il ne faut pas espérer que les Suisses ou les Allemands puissent changer quoi que ce soit dans nos régions, mais le partage de leur expérience peut aider les responsables politiques présents à mieux promouvoir la coordination sur l'eau dans leurs pays respectifs », ajoute-t-il.

De la médiévale Berne à l'antique Coblenche, fondée il y a deux mille ans par les Romains, le Rhin coule désormais des jours tranquilles. Il est difficile d'imaginer, sur ses belles rives, que l'eau puisse être, ailleurs, une si grande source de tensions.



Dans la station de surveillance de la qualité de l'eau, dans une zone aux frontières de la Suisse, de l'Allemagne et de la France, le directeur explique que la pollution n'a pas entièrement disparu, mais qu'elle est contrôlée.



Dans cette pièce parviennent, à travers des tuyaux, des échantillons des rives des trois pays, pour des analyses fréquentes.



Vue de la station de surveillance de Bâle : des flotteurs pour mesurer le taux d'élévation du Rhin, en prévision d'éventuelles inondations.

## De l'eau pour la paix

On entend souvent dire que l'eau sera l'une des principales causes de conflits futurs. Certains ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, les accords sur l'eau peuvent représenter, au contraire, une voie vers la paix. Cette idée est à l'origine de l'initiative « Blue Peace for the Middle East » (Paix bleue pour le Moyen-Orient), mise en place par le « Strategic Foresight Group », une organisation basée en Inde. Le projet bénéficie d'un financement suisse qui se poursuit pour deux années supplémentaires. Objectif : aider les pays de la région à trouver des compromis pour régler leurs différends sur l'eau.

Comme l'a bien expliqué, au cours de la tournée en Suisse et en Allemagne, Sundeep Waskelar, président du Strategic Foresight Group, l'initiative a été lancée en 2010 dans un Moyen-Orient qui était encore radicalement

différent et sur le point de connaître de grandes transformations. « Dans les bouleversements qui ont suivi, toutes les initiatives de ce genre ont été interrompues, seule Blue Peace a démontré sa résilience en demeurant sur les radars des hommes politiques », a-t-il constaté.

L'ancien ministre Mohammad Chatah, membre du Groupe de haut niveau de Blue Peace, se dit convaincu que cette idée est « fondée sur une réalité avérée, celle que le dossier de l'eau est source de grands conflits dans la région et que ces conflits sont appelés à s'aggraver à l'avenir ». « Blue Peace a été conçue comme une initiative préventive pour la promotion d'une option de coopération autour des bassins transfrontaliers, poursuit-il. Cette coopération aux niveaux technique et scientifique éloigne l'option des conflits comme cela a été prouvé en plusieurs parties du

monde, étant donné que les pays y voient leurs intérêts communs. Le tout est de définir un cadre de coopération viable. »

Il revient sur l'histoire de l'initiative. « Une étude exhaustive sur le dossier de l'eau a été faite pour la région, rappelle-t-il. Dans les réunions qui ont eu lieu après cela, non seulement les techniciens de ces pays étaient conviés, mais également des figures politiques et des journalistes. Il ne s'agit en effet pas d'un problème purement technique, il est crucial que ces informations soient disséminées dans les sociétés de ces pays et qu'elles fassent partie du débat politique. »

Et Blue Peace se poursuit dans des activités qui se veulent de plus en plus concrètes. Sundeep Waskelar a annoncé, durant l'une de ses interventions, le lancement prochain d'un document qui se présentera comme un fondement pratique pour la coopération autour de l'eau au Moyen-Orient. Il sera intitulé « Coopération autour de l'eau pour un monde sûr : focus sur le Moyen-Orient », et bénéficiera d'un soutien de l'Agence internationale suédoise de développement et de coopération. Il comportera de nombreux chapitres pratiques sur les moyens de lancer la coopération, s'attardant sur les accords déjà en place dans le monde et sur les mécanismes permettant d'assurer la réussite de cette entreprise. Avec cette idée chère à M. Waskelar : deux pays qui collaborent sur la gestion de ressources hydrauliques



Une eau limpide sur les rives du Rhin. Ce n'était pas le cas il y a quelques décennies.

communes ne penseront plus à la guerre comme une option pour régler leurs différends.

**L'Irak dans la tourmente**

Durant l'une de ses interventions, M. Waskelar s'est d'ailleurs attaqué à l'un des problèmes d'eau les plus épineux au Moyen-Orient, celui qui oppose l'Irak à ses voisins, notamment la Turquie et l'Iran, sur le Tigre et l'Euphrate. Il a proposé aux représentants d'Irak et de Turquie, présents au cours des débats (même s'ils ne sont pas des représentants officiels des pays), de lancer des négociations plus poussées en vue de s'entendre sur une solution qui satisfierait les deux parties, sous l'égide de Blue Peace.

Interrogé par les journalistes sur la gravité de la situation dans son pays, Bakhtiar Amine, ancien ministre irakien des Droits de l'homme, brosse un tableau très noir. « L'essence du conflit vient du fait que les pays où se trouvent les sources des fleuves essentiels affichent une attitude insolente et intraitable, déplore-t-il. La Turquie et l'Iran devraient nous tendre la main et changer d'attitude. »

Il évoque la pollution chronique de l'Euphrate, de neuf fois supérieure aux taux mondiaux, selon lui, sans compter les inondations subies par plusieurs mohafazats d'Irak. « Nous devons coopérer pour y mettre fin », dit-il. Le problème est aussi celui des quotas non respectés : selon M. Amine, la part de l'Irak de ces deux fleuves devrait totaliser 700 mètres cubes par seconde, selon les accords en place. « Avec la centaine de barrages construits par la Turquie, nous n'en recevons que 200, dit-il. La capacité de stockage de l'eau dans ce pays équivalait au débit du Tigre et de l'Euphrate pour trois ans. Quant à l'Iran, il a détourné 24 cours d'eau. »

Les négociations sont aujourd'hui au point mort, selon l'homme politique irakien. « Ils font leur intérêt, c'est leur seul argument, souligne-t-il. Que pouvons-nous opposer à cela ? Mais il est vrai que le Tigre et l'Euphrate sont en danger. Dans les perspectives les plus optimistes, ils devraient s'assécher en Irak d'ici à 2050, alors qu'ils y coulent depuis la nuit des temps. »

## Mettre de l'ordre dans la jungle de données au Liban

La mise en ordre et l'harmonisation des données sur les ressources hydrauliques au Liban fait l'objet, depuis un an et demi environ, d'un projet soutenu par l'Agence suisse de développement et de coopération (SDC), qui s'insère dans le cadre du mandat global de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Ce projet n'apporte pas de nouvelles recherches ou de nouvelles données, mais constitue un appui institutionnel aux autorités libanaises.

« Au Liban, nous ne sommes pas partis de zéro, explique à *L'Orient-Le Jour* Christophe Bösch, directeur de programme à la SDC, qui a présenté ce projet au cours de l'une des sessions. Nous collaborons avec des institutions comme l'Office du Litani qui a un mandat de collecte de données pour les bassins, ainsi que Météo-Liban, ou encore l'Institut de recherche agricole libanais (IRAL) qui collecte les données liées à l'agriculture. D'où le fait qu'il existe un défi institutionnel, celui de savoir comment toutes ces institutions coordonnent leur travail, et comment on peut améliorer la qualité des informations dont elles disposent. Notre projet vise à renforcer cette coopération institutionnelle. L'OMM a fait un état des lieux sur les données au Liban. Dans certaines régions comme l'Oronte demeurent des zones d'ombre, un manque d'informations sur ce bassin. C'est un milieu karstique où l'eau s'enfonce, celle de la fonte des



La navigation, comme la biodiversité, a retrouvé tout son dynamisme après le plan de réhabilitation du fleuve.

neiges du Mont-Liban, mais on n'a que peu d'informations à ce sujet. Il faut se donner les moyens de combler les lacunes et de rendre ces informations disponibles à ceux qui en ont besoin. »

Selon le responsable suisse, l'accès de ces données au public est du ressort des autorités libanaises. Il affirme que l'idée de lancer un projet régional avec l'appui de la Ligue arabe est sur le tapis.

Sur l'Oronte plus particulièrement a été lancé un projet séparé de collecte de données par la SDC. Le responsable de ce projet, Ronald Jauvert, nous indique que la collaboration a été faite « avec l'IRAL et, plus nouvellement, avec l'Office du Litani, ainsi qu'avec nos collègues universitaires de l'Université libanaise (UL) et de l'Université Saint-Joseph (USJ) pour développer l'approche pluridisciplinaire ». À la question de savoir si de nouvelles données sur l'Oronte sont disponibles, l'expert assure que ce sera probablement le cas dans une seconde phase du projet. « Durant cette phase, nous avons travaillé avec les données existantes qui remontent aux années trente, dit-il. Au Liban, certaines lacunes sont dues à la guerre, aux difficultés d'accès... Nous avons opéré tout un travail de reconstitution, de mise en ordre des données, plutôt que de création. Le programme a commencé il y a un an et demi, le temps était donc trop court pour envisager quoi que ce soit d'autre. Pour l'instant, nous sommes dans une phase de synthèse. La nouvelle phase mise en place par la SDC devra ouvrir la voie à la création de données, avec l'Office du Litani et d'autres institutions. »



De nombreuses industries se trouvent toujours près du fleuve, qui dessert aussi plus de 40 millions d'habitants. D'où la nécessité d'une surveillance rapprochée, qui traverse les frontières.